

LA DÉCENNIE D'ACTION POUR ATTEINDRE LES ODD
RÉPONSES SYNDICALES EN MATIÈRE DE POLITIQUES

**NOTE DE
SYNTHÈSE**

LES ODD POUR LA RELANCE ET LA RÉSILIENCE

ÉTUDES DE CAS: GHANA, NIGERIA ET ZAMBIE

TIME FOR 

**LE TEMPS PRESSE
POUR UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL**



LES ODD POUR LA RELANCE ET LA RÉSILIENCE

ÉTUDES DE CAS : GHANA, NIGERIA ET ZAMBIE

Le continent africain subit de plein fouet les retombées économiques de la pandémie qui ont touché les emplois et les salaires tout autant que les chaînes d'approvisionnement et les investissements étrangers directs. Selon les estimations de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la pandémie a entraîné une contraction de la croissance en Afrique comprise entre 1,8 pour cent et 2,6 pour cent en 2020, tandis que l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) estime la chute des exportations et des importations africaines à 8 pour cent et 16 pour cent, respectivement. Dans la pratique, cela se traduit par la perte de l'équivalent de 60 millions d'emplois à temps plein à la fin du premier semestre de 2020 (OIT) et par au moins 13 millions de personnes supplémentaires vivant dans la pauvreté en Afrique subsaharienne en raison de la crise (Banque mondiale). L'Afrique accusait déjà un retard dans la réalisation du Programme à l'horizon 2030 avant la crise de la COVID19. Les objectifs relatifs à l'emploi et à la réduction de la pauvreté ont été gravement compromis par la pandémie.

En analysant les réponses à la crise de la COVID-19 apportées par le Ghana, le Nigeria et la Zambie, le présent rapport permet de comprendre comment les pays africains ont été frappés par la pandémie et ses conséquences et dans quelle mesure les gouvernements se servent des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 8, pour introduire la résilience dans leurs plans de relance. Compte tenu de son caractère multidimensionnel, englobant à la fois le travail décent et une croissance inclusive et durable, l'ODD 8 a un rôle essentiel à jouer pour transformer notre monde actuel en un monde axé sur la justice sociale, économique et environnementale. La présente étude montre que lorsque les syndicats s'engagent dans un dialogue social, cette transformation est possible.

GHANA

La réponse du gouvernement ghanéen au coronavirus est une bonne illustration de ce qui peut être fait grâce au dialogue social. Le gouvernement a consulté les partenaires sociaux dans le cadre du Comité national tripartite du ministère de l'Emploi et des Relations de travail, ainsi qu'au sein du Conseil de partenariat social, qui dépend du ministère des Finances. Grâce à cette approche, le Ghana a mis en œuvre plusieurs mesures visant à atténuer l'impact de la COVID-19 sur les personnes, les travailleur(euse)s, les entreprises et l'économie dans son ensemble. À titre d'exemple, les travailleuses et travailleurs de la santé ont bénéficié d'une exonération fiscale de trois mois, tout en percevant une prime supplémentaire équivalant à 50 pour cent de leurs salaires pendant quatre mois, ainsi que de transports gratuits. Afin de se préparer aux crises futures, le gouvernement a proposé d'instaurer un système contributif (et obligatoire) d'assurance chômage pour l'ensemble des salarié(e)s. Quant aux entreprises, des prêts bonifiés pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et une enveloppe de 100 milliards de GHS (20 milliards de USD) destinée à l'aide aux entreprises ont été prévus. Les syndicats ont joué un rôle clé dans le succès du dialogue social au cours de la crise, le Ghana Trades Union Congress (TUC) ayant systématiquement poussé le gouvernement à aller plus loin. En témoignent le fait que le Président ghanéen Nana Akufo-Addo a consulté la direction du TUC avant d'annoncer un confinement partiel et les appels syndicaux à proposer un train de mesures incitatives plus important, qui a conduit à la mise en place d'un programme de formation et de reconversion de 100 millions de GHS (20 millions de USD) pour les travailleur(euse)s.

NIGERIA

Pendant la pandémie, le Nigeria Labor Congress (NLC) et le Trade Union Congress of Nigeria ont eu un dialogue limité avec le gouvernement fédéral et les employeurs. De ce fait, les pertes d'emploi, les réductions des salaires et le vol salarial ont été courants et aucune mesure spécifique n'a été prise pour soutenir les travailleur(euse)s au niveau national. Les syndicats ont toutefois fait sentir leur influence de diverses façons. Ils ont signé un protocole d'accord avec le Forum consultatif des employeurs du Nigeria en vue de protéger l'emploi dans le secteur privé et le NLC a mis en place une «salle de crise» nationale réunissant les travailleur(euse)s et la société civile afin de permettre aux membres des syndicats et aux personnes travaillant dans l'économie informelle de discuter avec les gouvernements fédérés et fédéral de l'impact de la COVID-19. Le NLC a également participé activement à l'élaboration du Plan de viabilité économique du Nigeria (Nigeria Economic Sustainability Plan - NESP), au cours de laquelle il a insisté sur la nécessité de protéger l'emploi et de stimuler l'économie.

Cela se traduit par des mesures de relance et d'incitation pour un montant de 2,3 billions de naira (5,9 milliards de USD), axées sur l'investissement dans des projets à forte intensité de main-d'œuvre, notamment dans l'agriculture, la construction de routes et le logement. En ce qui concerne les emplois verts, des progrès considérables ont été réalisés. Le gouvernement dépense l'équivalent de 1,64 milliard de USD pour stimuler la production agricole et créer cinq millions d'emplois dans ce secteur. Il a également alloué une enveloppe de 647,5 millions de USD pour la création de 250 000 emplois dans le secteur énergétique afin de fournir de l'énergie solaire à cinq millions de ménages d'ici 2023. Entre-temps, 60,58 millions de USD supplémentaires sont prévus pour faire passer 30 millions de foyers d'un «combustible sale» au LPG, ce qui créera un million de nouveaux emplois supplémentaires.

ZAMBIE

La participation des syndicats à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique relative à la COVID-19 a été limitée. En novembre 2020, la Zambie n'a pas été en mesure de rembourser 42,5 millions de USD d'intérêts sur 1 milliard de USD d'euro-obligations, marquant le premier défaut de paiement de la dette en Afrique en période de coronavirus. Sans surprise, le gouvernement zambien a adopté très peu de mesures de protection sociale en vue de soutenir les ménages les plus vulnérables à la crise de la COVID-19 et pratiquement aucune mesure gouvernementale directe n'a été prise par le gouvernement pour aider les travailleur(euse)s. Néanmoins, le Conseil consultatif tripartite du travail (TCLC) a exhorté les employeurs à respecter le droit du travail durant la pandémie. Le Zambia Congress of Trade Unions (ZCTU) a demandé au gouvernement de libérer des fonds pour permettre au Fonds de pension des services publics de payer les arriérés dus aux retraité(e)s et aux tiers et a salué le mécanisme de refinancement instauré par la Banque centrale en faveur des PME, qui vise à promouvoir la production et la consommation locales. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) demande néanmoins davantage de mesures de soutien en faveur des personnes les plus vulnérables, en particulier dans l'économie informelle. En dépit de la forte dépendance du pays à l'égard des industries extractives, le gouvernement zambien n'a jusqu'à présent pas réussi à investir concrètement dans l'économie verte pour répondre à la crise, ce que le rapport qualifie d'«occasion manquée».

Le rapport appelle les pays d'Afrique à réaffirmer leur engagement envers les ODD, en particulier l'Objectif 8, et à accélérer la réalisation, étant donné qu'ils constituent la meilleure façon d'engager la relance et de développer la capacité de résilience grâce à un **nouveau Contrat social** mettant les personnes et l'environnement au cœur du processus. Conformément aux cibles de l'ODD 8, les syndicats réclament que les mesures d'incitation soient liées à la création d'emplois décents, à la protection des droits des travailleur(euse)s, à la création de régimes de protection sociale universelle et aux principes de juste transition tels qu'ils ont été négociés avec les partenaires sociaux. Ils recommandent également de fixer un seuil de protection de la main-d'œuvre qui garantisse les droits fondamentaux des travailleur(euse)s, un salaire minimal adéquat, une durée maximale du temps de travail, ainsi que la santé et la sécurité au travail. Ce seuil de protection devrait faire partie des conditions d'accès aux mesures de soutien. Les gouvernements sont également instamment invités à abandonner les investissements qui portent atteinte à l'environnement et au climat. Afin de soutenir les économies d'Afrique, des investissements dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre (agriculture et industries manufacturières, par exemple, notamment les PME) devraient être soutenus en vue de créer des emplois décents. Dans tout le continent, de nombreux syndicats ont pris part aux consultations nationales destinées à répondre à la pandémie, mais un dialogue social renforcé devrait être au cœur du développement de la capacité de résilience lors de la phase de relance.

Les pays d'Afrique ont besoin de l'aide de la communauté internationale pour financer la relance et développer plus avant leur capacité de résilience. La mise en œuvre de mesures qui soutiennent les entreprises et les travailleur(euse)s, stimulent la croissance de l'économie, créent des emplois (verts) et fixent des seuils de protection sociale, est difficile pour les pays pauvres, qui font déjà face à des déficits budgétaires considérables. En l'absence d'un soutien international important, un grand nombre de choses dont ces pays ont besoin ne peuvent pas être faites. À cet égard, une réponse coordonnée des gouvernements et des acteurs du développement dans le cadre d'un Fonds mondial de protection sociale aiderait les pays qui ont le plus besoin de soutenir et de renforcer la protection en période de crise et de développer la capacité de résilience. Le financement des donateurs et la coopération multilatérale devront appuyer des solutions durables de sortie de crise afin que la plupart des pays d'Afrique mettent en place des stratégies de relance et de résilience, conformément aux principes et aux cibles du Programme à l'horizon 2030, en particulier l'ODD 8.

UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL: cinq revendications des travailleurs en faveur de la reprise et de la résilience

- 1. La création d'emplois respectueux du climat, garantissant une transition juste.** Une transformation industrielle créatrice d'emplois pour assurer zéro émission nette de carbone, ainsi que des emplois dans les secteurs de la santé, de l'éducation et d'autres services publics de qualité.
- 2. Des droits pour tous les travailleurs et travailleuses,** quel que soit leur régime d'emploi, afin de tenir la promesse faite dans la Déclaration du centenaire de l'OIT, notamment un socle de protection du travail garantissant les droits, la limite à la durée du travail, les salaires minimums vitaux et une santé et sécurité au travail.
- 3. Une protection sociale universelle,** notamment la création d'un Fonds mondial pour la protection sociale pour les pays les moins riches.
- 4. L'égalité.** L'élimination de toutes les formes de discrimination, fondée sur la race ou le genre, afin de veiller à ce que tous les citoyens puissent partager la prospérité et que la terrible concentration des richesses entre les mains de quelques-uns aux dépens de la majorité soit inversée.
- 5. L'inclusion.** Lutter contre le pouvoir croissant des monopoles et des oligarques, en veillant à ce que les pays en développement puissent réellement développer leur économie et garantir des systèmes fiscaux assurant les revenus indispensables pour que les gouvernements puissent répondre aux besoins de la population et de la planète. Une approche inclusive pour lutter contre la pandémie de Covid-19 est fondamentale, tant en termes de soutien économique que d'accès universel aux tests, au traitement et aux vaccins.

L'étude complète est disponible sur le site de la RSCD :
<https://www.ituc-csi.org/les-odd-pour-la-relance-et-la-resilience-en-afrique>

TIME FOR 

LE TEMPS PRESSE
POUR UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

Mondiaal 



Cette publication a reçu le soutien financier de
FNV Mondiaal et de la Commission européenne